



Shortlist 2009

Public Eye Global Award

www.publiceye.ch

Nominé pour le Public Eye Global Award 2009
par Les Amis de la Terre, France

BNP Paribas

Siège	Paris
Secteur	Banques et services financiers
Chiffre d'affaires / bénéfice net	USD 45'602 mio. / USD 12'211 mio. (2007)
PDG	Baudouin Prot
En possession de	Actionnaires
Collaborateurs	162'687 dans 85 pays (2007)

En bref

La gestion du risque de la grande banque française BNP Paribas laisse songeur. Depuis 2008, la banque française est responsable du financement de la centrale nucléaire bulgare de Belene, qui sera construite dans une zone sismique à proximité de la frontière roumaine. En 1977, un tremblement de terre avait causé la mort de 120 personnes dans la région. En raison des risques majeurs pour la population et pour l'environnement, une douzaine de banques ont déjà renoncé à financer la centrale. Relancé en 2006, ce projet controversé, qui date de l'époque communiste, prévoit la mise en service de deux réacteurs de fabrication russe de type expérimental. En 2007, BNP Paribas a avancé 250 millions d'euros au groupe énergétique bulgare NEK. Face aux risques d'un deuxième Tchernobyl, BNP Paribas doit suivre l'exemple d'autres banques internationales, comme Credit Suisse, et se retirer du projet.

Comportement irresponsable

La banque française BNP Paribas est responsable du financement d'un projet de construction d'une centrale nucléaire près de la petite ville bulgare de Belene. En 1977, près de 120 personnes sont mortes suite à un tremblement de terre, à seulement 12 kilomètres de l'emplacement prévu pour la centrale. Ce projet, qui date de l'époque communiste, prévoit la mise en service de deux réacteurs de fabrication russe de type expérimental, qui n'ont jamais été testés auparavant et qui n'ont pas fait l'objet d'une étude d'évaluation des risques. L'idée d'une centrale nucléaire à Belene remonte à 1985. Suite à de nombreuses protestations et de vives critiques quant à sa sécurité, le gouvernement bulgare a abandonné le projet en 1992, pour le relancer en 2006. La centrale appartiendrait conjointement à l'entreprise énergétique bulgare NEK (51 %) et à RWE (49%), deuxième plus grand groupe allemand dans le domaine de l'énergie. En 2007, BNP Paribas a déjà accordé un crédit de 250 millions d'euros à NEK pour le début des travaux. Suite au retrait de plusieurs banques, dont Credit Suisse, BNP Paribas assume aujourd'hui seule la responsabilité du financement.

Conséquences

Selon l'ancien dirigeant du programme de surveillance de l'énergie nucléaire bulgare, Georgui Kastchiev, la centrale atomique de Belene présente des risques majeurs pour l'environnement et des lacunes de sécurité inacceptables. La mise en service d'un réacteur de type expérimental en pleine zone sismique pourrait conduire à un deuxième Tchernobyl. En cas d'accident, une radioactivité de 100 fois supérieure à celle de la bombe d'Hiroshima serait libérée. Bien que le gouvernement bulgare cherche à minimiser le problème, le principal risque est lié à l'éventualité d'un séisme d'une amplitude de 7,5 à 8,5 sur l'échelle de Richter. Le manque de personnel qualifié et l'absence de contrôles de qualité compromettent également la sécurité du projet. De plus, le secteur de l'énergie bulgare est corrompu. On estime qu'un tiers de l'argent destiné à ce projet serait détourné. Atomstroyexport, filiale de Gazprom, se chargera de la construction de la centrale. Le projet de Belene avantagerait l'industrie nucléaire russe et ce serait la première fois qu'un groupe russe construirait une centrale nucléaire au sein de l'Union européenne. Greenpeace estime que le rapport officiel de 2004, qui évalue les risques pour l'environnement de la centrale de Belene, est lacunaire. Selon ce rapport, les risques d'un tremblement de terre pouvant endommager la centrale seraient inexistantes. Au moment de la réalisation de ce premier rapport, le choix d'un réacteur de type expérimental n'avait pas encore été arrêté. Les autorités bulgares n'ont toutefois pas jugé nécessaire de réaliser une nouvelle étude une fois cette décision prise. Le traitement des déchets est également problématique. NEK entend les exporter en Russie, dans des décharges nucléaires qui contaminent déjà l'environnement.

Situation actuelle et revendications

Apparemment, le gouvernement bulgare souhaite éviter un examen approfondi du projet. En effet, le début des travaux de construction était prévu pour décembre 2008, alors que la demande d'approbation technique du projet n'a été déposée auprès de l'agence bulgare de surveillance de l'énergie atomique qu'au mois de septembre 2008. Difficile de croire que la procédure d'approbation ait pu être réalisée dans des délais aussi courts. À l'annonce du début des travaux, des organisations de protection de l'environnement ont réagi en organisant plusieurs manifestations silencieuses. Reste à savoir si l'entreprise allemande RWE accordera comme prévu un crédit de 1,5 milliard d'euros au projet. Pourtant, même si ce crédit était accordé, il manquerait encore 5 milliards d'euros. Et comme une douzaine de banques ont déjà renoncé à participer au financement, celui-ci demeure incertain. BNP Paribas a déjà annoncé qu'elle n'entendait pas financer directement le projet, mais se « contenterait » de jouer un rôle d'intermédiaire. BNP Paribas doit se retirer complètement de ce projet de centrale nucléaire à haut risque.

Pour en savoir plus

- <http://www.amisdelaterre.org/-Belene-Bulgarie-.html>